



L'HOMME DU JOUR Richard Descoings

« J'ai bien conscience que cette décision risque de créer un ouragan chez les étudiants. » Sur ce point précis, Richard Descoings avait vu juste. Mardi, le directeur de Sciences-Po envoyait une lettre à tous les élèves, enseignants et salariés de l'Institut d'études politiques (IEP) afin de leur expliquer son grand projet pour l'année 2004-2005 : augmenter les droits d'inscriptions proportionnellement aux revenus des familles. La nouvelle grille des frais donnant accès aux bancs de l'institut prévoit un échelonnement des tarifs de 0 à 4 000 euros par an, au lieu d'un droit d'inscription uniforme de 1 050 euros payés actuellement par environ 80 % des étudiants. En contrepartie, le nombre et le montant des bourses se verront augmenter, quoique le rapport donne peu de détails à ce sujet. Basée sur les conclusions d'une commission présidée par l'économiste Jean-Paul Fitoussi, la réforme trouve sa justification dans le fait qu'elle permettra d'ouvrir l'accès de Sciences-Po Paris à des classes sociales modestes tout en augmentant les ressources financières de l'institut. Un point de vue que ne partage pas l'Union nationale des étudiants de France (UNEF). « La réforme ne sera "intéressante" financièrement que si l'on en reste à un nombre élevé d'étudiants issus des milieux très favorisés », déclarait dès le lendemain le syndicat, lequel estime que ce projet « scandaleux pose les jalons d'une privatisation d'un établissement ancré dans le service public et financé à plus de 75 % par l'État. »

M. -N. B.